

Concours d'accès, en 2024, au cycle préparatoire au troisième concours

Epreuve de rédaction – composition sur un sujet d'actualité politique, économique, sociale ou internationale.

Meilleure copie

Note : 19/20

Nous n'avons volontairement pas corrigé les imperfections de forme qui peuvent survenir dans chaque copie.

Fractures françaises

En 1995 le candidat du RPR Jacques Chirac faisait campagne sur le thème de la « fracture sociale », élargissant par là son électorat potentiel au delà des thématiques classiques de la droite. À l'occasion des manifestations de soutien après l'attentat contre Charlie Hebdo, le démographe Emmanuel Todd avait suscité la polémique avec son ouvrage Qui est Charlie. Il y observait que les quartiers populaires, avec une forte présence de citoyens français nés de parents d'origine étrangère, n'avaient pas participé à l'unisson à cet élan de soutien, ébréchant la perception d'une France unie derrière une attaque contre les principes de liberté d'expression et de laïcité. Plus récemment, l'ex ministre de l'Education Nationale Amélie Oudet-Castera s'est attirée les critiques d'un séparatisme social dont feraient preuve les élites en scolarisant leurs enfants dans l'enseignement privé jugé plus efficace et fiable que l'école publique. Ces trois exemples illustrent à quel point des lignes de fractures, économiques, sociales, identitaires ou géographiques divisent la société française.

Elles sont d'autant plus vives et douloureuses en France car la République s'est construite autour de trois principes fondateurs, la liberté, l'égalité et la fraternité, dans une visée universaliste. La Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 reconnaît tous les citoyens comme libres et égaux devant la loi, sans qu'aucune discrimination ne puisse être appliquée. Cette ambition se prolonge avec la construction du creuset républicain, autour d'une école laïque, gratuite et obligatoire qui se généralise au XIX^e siècle par Jules Ferry. Elle contribue à uniformiser la société française avec une langue et une culture communes. Aujourd'hui l'Etat français est fortement présent dans la société avec une dépense publique à 60% du PIB, traduisant par là une volonté des citoyens de mettre en commun des dépenses. Il y a donc un écart grandissant entre des idéaux inscrits au fronton des mairies et la réalité des existences des citoyens, de plus en plus divisés. Les fractures qui déchirent le tissu social français menacent-elles notre vie démocratique et comment la République peut-elle défendre ses principes fondateurs pour réunir ses citoyens ?

Le corps social français souffre de nombreuses fractures qui mettent en péril notre vie démocratique (I). La République peut les réparer en défendant ses principes de liberté et d'égalité, et en élargissant la participation citoyenne à la vie publique (II).

- I. La société française est traversée par de nombreuses fractures qui menacent le « vivre ensemble » et notre vie démocratique.
- A. Les principes fondateurs de fraternité et d'égalité ne se retrouvent plus dans l'existence quotidienne des français.

Dans la conception classique de la démocratie occidentale formalisée par Alexis de Tocqueville (De la démocratie en Amérique) figure au centre la « passion pour l'égalité ». La perception des inégalités, économiques ou sociales, est un sujet de crispation majeur en France. En cause, une mobilité sociale en panne, avec une reproduction forte des élites dans l'accès aux études supérieures et aux positions les plus élevées de la société. Cette critique, formulée dès les années 1960, par le sociologue Pierre Bourdieu (Les héritiers), reste actuelle aujourd'hui dans la société française, à travers des élites qui auraient détourné les règles de la sélection méritocratique à leur avantage en investissant fortement sur l'éducation de leurs enfants dès le plus jeune âge et des stratégies de réseau et cooptation sociale. C'est la thèse du sociologue François Dubet dans la préférence pour l'inégalité, qui pointe l'incapacité structurelle de la société française à resorber ces inégalités sociales. Malgré les promesses d'une sélection méritocratique, et d'une égalité des chances, la France conserverait un déterminisme social où chacun doit rester à la place qui lui est assigné à la naissance. Annie Ernaux décrit justement dans La Place l'existence de ces déterminismes qui ont pesé sur ses parents et comment elle a pu s'en affranchir par sa carrière de professeur et d'écrivaine. Dans la même thématique Didier Eribon décrit son itinéraire de « transfuge de classe » dans Retour à Reims. Parcours justifiant d'être racontés, car ils sont l'exception dans une société française pas totalement affranchie d'une logique de classes hermétiques. Le paradoxe est pourtant que la redistribution est forte en France, avec un niveau de prélèvements obligatoires à 45% du Pib parmi les plus élevés dans l'OCDE. Il y a donc une correction importante des inégalités de revenu par les transferts sociaux et une intervention choisie par les citoyens de la puissance publique dans la société mais qui échoue à contrer le sentiment d'inégalités persistantes et injustes qui fracturent la société française. Plus récemment, l'essai de Thomas Pihetty, le capital au XXI^e siècle, a défendu l'idée que le taux de rendement du capital est tendanciellement supérieur au taux de croissance des économies, dont la France. Autrement dit les détenteurs de capital s'enrichissent plus vite que la société, de façon passive, ce qui justifie une plus forte fiscalisation des revenus du capital. Cette analyse a renforcé le procès en illégitimité des riches en France, dont la position sociale est injuste. Une position que l'on retrouve dans le film Merçi Patron de François Ruffin qui dénonce le cynisme et le mauvais traitement social dont ferait preuve Bernard Arnault et la société LVMH vis-à-vis de ses anciens employés. Autre principe fondateur abimé : la fraternité. La société française se fracture aujourd'hui dans un « archipel » (Jérôme Fourquet) de communautés distinctes qui ne peuvent plus se parler. Sur le plan identitaire, la conception universaliste et laïque française est attaquée par une pensée plus offensive, dite « éveillée » (wohe) aux discriminations dont souffriraient les minorités en France. Le courant de pensée vient des Etats-Unis et pense l'individu non comme un citoyen abstrait et universel mais comme un individu ancré dans une identité située et construite de façon politique. Ainsi les « black studies » ont été transcrites dans le cadre de la société française avec la condition noire en France : essai sur une minorité pour penser spécifiquement l'existence de cette catégorie de population. Dans cette lecture, les minorités sont rendues invisibles aux yeux de la République et il convient de leur redonner une place propre pour penser leur intégration et participation réussie à la vie de la société. Le sociologue Eric Fassin dans La démocratie des précaires souligne à quel point des catégories de populations, en minorité, tels que les homosexuels, les descendants d'immigrés, sont tenus à l'écart du jeu démocratique et ne peuvent pas défendre leurs droits contre les discriminations dont ils font l'objet. Si l'ambition d'inclure tous les citoyens paraît légitime, certains auteurs alertent sur le risque de basculer dans une société multiculturelle où chaque communauté se replie sur son identité de façon figée. C'est la

thèse de Mathieu Bock-Côté dans Le multiculturalisme comme idéologie, prenant l'exemple du Québec. Yascha Mounk dans Le piège de l'identité alerte aussi sur les dangers du repli sur soi identitaire et la nécessité de valoriser davantage ce qui nous unit que ce qui nous sépare. Sur le plan religieux, la France est particulièrement concernée à travers la défense du principe de laïcité depuis la loi de 1905 de séparation de l'Eglise et de l'Etat. L'espace public ne doit pas être investi par le religieux, ce qui entraîne des difficultés avec l'essor d'une pratique plus militante de l'islam, telle que le salafisme.

B. Ces fractures grandissantes se traduisent par une défiance et une violence des citoyens, qui menacent notre vie démocratique.

La défiance est forte en France envers les responsables publics, et les institutions. Comme le montre l'économiste Yann Algan dans La Fabrique de la défiance, cela conduit à un fonctionnement moins efficient de l'économie et de la société, et la France se distingue des pays à un même niveau de développement par un taux de défiance élevé. Cette défiance se traduit par la montée du vote populiste, qui repose sur le partage de solutions simples à des problèmes complexes. Nous vivons dans une démocratie des crédules (Gérald Bronner) où les citoyens se détournent des figures d'autorité classique (Etat, école, Eglise) et font preuve d'intérêt pour les théories les plus farfelues telles que « la terre est plate ». C'est un terreau dangereux pour nos démocraties qui peuvent se retrouver piégées par des « ingénieurs du chaos » (Giuliano da Empoli) qui feront élire des candidats sachant jouer sur la crédulité et la peur des citoyens. Le désintérêt pour la chose publique se retrouve dans les taux élevés d'abstention chez les jeunes et les niveaux de popularité bas des représentants politiques.

Face à la perception d'inégalités injustes, les citoyens font preuve de davantage de violence dans le champ social. On l'a vu avec les émeutes urbaines de l'été 2023 en réaction à la mort de Nahel, perçue comme symbole des violences policières, voire du « racisme systémique » dont ferait preuve les forces de l'ordre. Didier Fassin dans La force de l'ordre alerte sur les dérives de la « violence légitime » dont l'Etat détient le monopole, qui se retournerait de façon abusive contre ses citoyens. Cette violence entre l'Etat et les citoyens se voit dans le film Les Misérables (Ladj Li) qui illustre le sentiment de relégation qui engendre une violence dans les « cités ». Cette violence n'est pas toujours explicite et spectaculaire, elle peut être insidieuse et à bas bruit. C'est la thèse défendue par Edouard Louis dans Qui a tué mon père où il accuse le gouvernement de François Hollande d'être responsable du décès de son père par les réductions imposées au système de soins en France.

L'ensemble de ces fractures sépare les Français les uns des autres et affaiblissent le vivre ensemble, comment envisager de réparer ce lien ?

II. Les fractures peuvent être réparées par une défense stricte des idéaux d'égalité et de fraternité et par un élargissement de la participation citoyenne à la vie démocratique.

A. La République Française doit défendre fermement ses valeurs d'égalité et de fraternité pour maintenir l'unité du corps social.

L'éducation reste le vecteur principal pour donner corps à l'expérience de citoyenneté française. Les fractures proviennent souvent d'un manque de connaissance de la complexité et de la diversité de la société française. Ainsi la récente entrée au Panthéon de Missak Manouchian, de sa femme Mélinée et le reste des combattants de la « bande » fut l'occasion de reconnaître officiellement ce que la France doit aux combattants communistes, d'origine étrangère, qui sont morts pour la libérer. De même, les efforts de

politique mémorielle, par exemple en direction de l'Algérie, visent à affronter les fantômes du passé et reconnaître ses torts afin d'éviter que l'histoire coloniale soit utilisée à des fins de division pour nourrir des rancœurs identitaires. C'est l'expérience de vécu commun qui permet de dépasser les assignations identitaires et d'éviter le repli sur soi. A ce titre, l'investissement dans l'école doit rester primordial pour corriger les inégalités de naissance et donner à chacun une chance de s'élever dans la société. Le Service National Universel participe également d'une nécessaire fraternisation autour de chantiers et services utiles à la collectivité sociale.

La lutte contre les discriminations et les inégalités doit être une priorité claire de l'action publique. A travers par exemple l'index d'égalité hommes/femmes pour les inégalités de genre. Ou la mesure de l'origine sociale pour les élèves des grandes écoles et l'accès aux postes de représentation publique. Les fractures de la société française se nourrissent d'une présence de la puissance publique en recul, avec un sentiment d'abandon des citoyens. C'est ce que révèle l'enquête Inch'Allah de Gérard Davet et Fabrice Lhomme sur l'essor du salafisme en Seine Saint Denis. Le courant radical de l'islam recrute facilement des adeptes en exploitant les carences et les défaillances de l'Etat français qui n'a pas réussi à résoudre les problèmes sociaux tels que la ségrégation urbaine, la discrimination à l'emploi ou l'accès au logement pour les populations issues de l'immigration. Il convient donc de s'interroger sur l'efficacité des moyens mis en œuvre pour lutter contre ces discriminations et envisager des expérimentations telles que les statistiques ethniques à une échelle locale pour mieux les corriger. Enfin, la mise en avant de la diversité de la société française doit être promue et respectée sous peine de sanctions dans les médias, les entreprises et l'administration publique française pour briser cette perception d'une élite déconnectée.

B. La participation à la vie citoyenne doit être élargi au plus grand nombre, au plus près des territoires.

À l'évidence le fonctionnement actuel de la vie démocratique française ne rencontre pas l'adhésion des citoyens français qui s'en détourne par une abstention forte. Face à ce constat, il convient d'envisager une « démocratie continue » (Dominique Rousseau) qui consiste à faire participer les citoyens au-delà des élections classiques, par exemple à travers les conventions citoyennes (telles que celles sur le climat ou la fin de vie), ou des référendums. C'est Le nouvel esprit de la démocratie défendu par Loïc Blondiaux où les citoyens doivent être davantage associés aux décisions afin de restaurer la légitimité du jeu démocratique. Les fractures françaises prennent leur source dans un manque de représentativité des institutions et du personnel politique. Encourager la participation du plus grand nombre à la vie politique permettra de canaliser les colères et de créer du commun dans un cadre institutionnel établi.

Enfin, face à ces divisions des citoyens, perdus dans un modèle centralisateur trop vaste et désincarné, l'intelligence du local et des territoires peut être intéressante. Le maire est la figure politique la moins détestée de tous les représentants publics car il incarne cette proximité, qui donne du sens. La République Française a su faire preuve d'une compréhension des spécificités régionales sans que cela ne remette en cause le sentiment d'appartenance à une même société. Ainsi du régime de Concordat, encore en vigueur en Alsace Lorraine, qui déroge au principe de laïcité, ou du statut spécifique que la Corse s'apprête à obtenir, dans le respect de la Constitution. La France périphérique décrite par Christophe Guily correspond à ces territoires qui ne se sentent pas représentés et qui font l'expérience d'une répression économique, où la valeur est captée par des pôles métropolitains dynamiques. La République française si elle veut maintenir l'unité de sa société doit donc veiller à l'équilibre de développement entre territoires et à transférer davantage de pouvoirs au niveau local, échelon le plus rassurant pour les citoyens.

Le tissu social est déchiré, à l'instar d'autres sociétés occidentales, de nombreuses fractures, économiques, sociales, identitaires et territoriales. Les fractures sont d'autant plus douloureuses et vives en France que la République s'est construite autour de principes d'égalité et de fraternité, à portée universelle. Il convient de regarder en face ces forces de division et d'y répondre par un réinvestissement de la puissance publique dans ses capacités d'action telles que l'école, les services publics, le respect des lois et l'élargissement de la participation à la vie démocratique au plus grand nombre de citoyens, dans leur diversité, au plus près des territoires.